

L'ÉTAT PYROMANE

L'État pyromane
©2010, Editions Delavilla, Paris.
ISBN 978-2-917986-035

Identité nationale, juge d'Instruction, Jungle de Calais, Collectivités locales, emploi...

L'ÉTAT PYROMANE

Sous la direction d'Olivier Ferrand

La France de  terra(nova) 2010
LA FONDATION PROGRESSISTE

EDITIONS  DELAVILLA

Ont collaboré à ce projet :

Alexandre Aidara
Ariane Azéma
Thomas Chalumeau
Christian Chavagneux
Jean-Pierre Dubois
Guillaume Duval
Olivier Ferrand
Francis Ginsbourger
Pierre Henry
Bettina Laville
William Leday
Daniel Lequertier
Jacques Mistral
Serge Portelli
Pierre Radanne
Joël Roman
Maurice Ronai
Bernard Rullier
Jean-Philippe Thiellay
Benoît Thieulin
Benoit Thirion
Michel Wieviorka

SOMMAIRE

Introduction	9
CHAPITRE 1	
Identité nationale : quel « débat » ?	29
CHAPITRE 2	
De Sangatte aux jungles : sept ans d'aberration !	53
CHAPITRE 3	
Suicides à France Télécom : le vrai débat sur le travail n'a pas eu lieu	81
CHAPITRE 4	
Emploi : il faut juguler l'hémorragie	111
CHAPITRE 5	
La faute fiscale, ou « donner plus à ceux qui ont plus »	131
CHAPITRE 6	
La France est-elle en faillite ?	161
CHAPITRE 7	
La Poste : ce que le gouvernement n'a pas voulu entendre	187
CHAPITRE 8	
La justice mise au pas	215
CHAPITRE 9	
La « castration chimique », ou comment châtrer la démocratie	239

CHAPITRE 10
Réforme territoriale : acte I de la recentralisation267

CHAPITRE 11
2009, la fin de la construction européenne ? 295

CHAPITRE 12
Peut-on réguler la finance mondiale ? 327

CHAPITRE 13
Iran, Afghanistan, OTAN... :
la France, nouveau faucon 349

...et sur le site de Terra Nova :

CHAPITRE 14
L'environnement
contre le développement ? www.tnova.fr

CHAPITRE 15
Hadopi, culture et création :
un nouveau modèle est-il possible ? www.tnova.fr

CHAPITRE 16
Universités en grève : l'enseignement
public est-il irréformable ? www.tnova.fr

CHAPITRE 17
Taxe carbone : la révolution verte
n'aura (encore) pas lieu www.tnova.fr

INTRODUCTION

• • •

Par Olivier Ferrand,
président de Terra Nova

Dans l'univers médiatique contemporain, le temps s'est accéléré. L'information se consomme au quotidien, voire d'heure en heure, sur les fils Internet. Une actualité chasse l'autre et, après avoir fait la « une » des journaux, disparaît dans l'oubli.

La gestion médiatique impulsée par Nicolas Sarkozy, résolument modernisée, a encore renforcé l'accélération de l'information. L'Élysée orchestre un à deux événements par jour, confortant cette course à l'instantané.

Résultat : l'analyse disparaît derrière le flux de l'information brute, de « l'actu ». La démocratie politique a du mal à s'exprimer : l'opposition n'a souvent guère plus de quelques heures pour réagir aux annonces gouvernementales ; au-delà, ses messages sont inaudibles, frappés de péremption. Les citoyens, noyés dans ce flot, n'ont pas les moyens d'évaluer l'action du gouvernement.

Tel est justement l'une des missions de Terra Nova. Adossés à un réseau de près de 500 intellectuels et experts (universitaires, hauts fonctionnaires, associatifs, experts du privé), nous décryptons au quotidien les politiques publiques, pour en donner une lecture progressiste, « vue de gauche »¹.

C'est également l'objet de ce livre : revenir sur les principaux sujets politiques qui marquent l'actualité, approfondir le décryptage, le rendre accessible à tous. Il a vocation à devenir un rendez-vous annuel. Chaque chapitre s'attaque à l'un des grands thèmes qui ont fait polémique ces douze derniers mois, au cœur de l'action gouvernementale, et vise à en donner les clés de compréhension. Derrière le barnum politico-médiatique, quelle est la réalité des politiques qui sont menées ? Quel jugement porter ? Peut-on formuler des politiques alternatives ?

Les auteurs ? Des personnalités membres du réseau de Terra Nova, issues de tous horizons : philosophes, sociologues, économistes, acteurs de la société civile, magistrats, experts de l'administration et du privé.

A leur lecture, les lignes de force des politiques gouvernementales se dégagent nettement. Elles dessinent la vraie nature du sarkozysme.

1. Les notes d'actualité que nous publions (près de 200 notes en 2009) sont publiques et accessibles sur le site de Terra Nova : www.tnova.fr.

On a beaucoup dit que Nicolas Sarkozy était un pragmatique, un politique à la grande plasticité idéologique, brouillant les cartes, capable de « piocher » dans toutes les familles intellectuelles en fonction des circonstances.

Pour accréditer cette thèse, il y a bien sûr le débauchage de personnalités de gauche. Mais on peine à identifier dans cette « ouverture » les emprunts aux idées de gauche. Eric Besson, certes ancien socialiste, est commis depuis son ministère de l'identité nationale à la chasse aux voix lepénistes. Bernard Kouchner, l'homme du « droit d'ingérence humanitaire », doit subir une réorientation de la diplomatie française vers une *realpolitik* agressive, dictée par l'Élysée, aux antipodes de sa vision fondée sur les droits de l'homme. Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux affaires européennes pendant la présidence française de l'Union, est un fédéraliste européen convaincu, à l'opposé de la vision intergouvernementale du président de la République. Fadela Amara, Martin Hirsch tentent de défendre leurs causes, les banlieues et la lutte contre la pauvreté. Mais ils donnent l'impression de se battre essentiellement contre leur propre gouvernement. Le cas de Jean-Marie Bockel est le plus révélateur. Il a été débarqué du secrétariat d'Etat à la coopération après avoir annoncé vouloir mettre fin à la « Françafrique ». En d'autres termes : débaucher des hommes de gauche, oui ; mais importer leurs idées, non. « Des parcours individuels », résume Jean-Pierre Jouyet. Mais pas d'emprunt idéologique.

Sur le fond, le traitement de la crise est souvent présenté comme la démonstration éclatante de ce pragmatisme : relance macroéconomique, interventionnisme étatique pour sauver les banques – en bref, la grande panoplie sociale-démocrate. Voire. Tous les pays développés, sans exception, sont intervenus massivement pour secourir leur économie au bord de l'effondrement. Dans ce retour généralisé de l'Etat, c'est le gouvernement français qui en a le plus limité, ou cherché à en limiter, la portée : un plan de relance parmi les plus modestes de l'OCDE ; une aide financière sans précédent pour les banques (320 milliards d'euros), mais sans nationalisation (contrairement au Royaume-Uni et aux Etats-Unis).

Il est vrai cependant que, sur un certain nombre de sujets, les politiques menées par le gouvernement ne sauraient choquer la gauche.

La France déploie des efforts réels pour la régulation financière internationale. On est certes loin du compte : produits dérivés, fonds spéculatifs, bonus obscènes recommencent à prospérer. Loin, aussi, de la pensée magique : « Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est fini », assène le président, contre toute vérité, dans son interview télévisée de New York en septembre dernier, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Mais des progrès indéniables ont été faits dans la régulation bancaire, la lutte contre l'évasion fiscale offshore, la gouvernance financière internationale et européenne.